

Le Monde

Le Centre national des arts plastiques passe son fonds au crible

Les réserves du CNAP vont déménager de l'esplanade de la Défense à Pantin, en Seine-Saint-Denis, à l'horizon 2024

PATRIMOINE

Sous la dalle, des milliers d'œuvres d'art. Pour trouver le Centre national des arts plastiques (CNAP) sur l'esplanade de la Défense (Hauts-de-Seine), il faut repérer *La Défonce*, monumentale sculpture métallique de François Morellet qui s'enfonce dans le sol là où l'établissement public se déploie en profondeur depuis les années 1990. Entrée discrète pour une structure que Béatrice Salmon, sa directrice, qualifie de «transparente». C'est toute la particularité de cette institution à la fois omniprésente et méconnue, née en 1971 : elle possède quelque 105 000 pièces, toutes disciplines confondues, mais aucun lieu d'exposition.

Ses collections ne sont visibles que hors de ses murs : dans tous les musées, mais aussi dans les lycées, tribunaux, mairies, préfetures, ministères, même à l'Élysée. Prêts ou dépôts, 60 % de son fonds est en permanence exposé en France et à l'étranger. Les 40 % restants sont répartis sur deux sites, le principal, à la Défense, avec environ 37 000 pièces sur 6 000 m², et le reste dans une annexe à Saint-Ouen-l'Aumône (Val-d'Oise), qui accueille les très grands formats.

Les deux réserves se rejoindront à la fin 2024 à Pantin (Seine-Saint-Denis), où le CNAP s'installera dans les 25 000 m² d'un bâtiment de stockage, où 6 000 m² supplémentaires seront occupés par des réserves du Mobilier national. D'ici là, une opération «indispensable», souligne Béatrice Salmon,

est en cours : le chantier des collections, lancé il y a quelques mois. Une opération d'ampleur sur trois ans, qui vise à passer le fonds au crible. «*Il faut s'assurer que tout est bien protégé, documenté, à jour, avant le transfert*», détaille Frédérique Vincent, coordinatrice de ce chantier et de la vingtaine de personnes qui ont rejoint l'établissement pour mener à bien la mission.

Techniciennes de conservation, studio photo, documentalistes : les œuvres passent entre les mains d'une chaîne de professionnels, et, pour chacune d'elles, un état des lieux est dressé – vérifications des informations, interventions de conservation préventive (contre la corrosion, les déchirures ou affais-

sements), préconisations et conditionnement sur mesure avant envoi dans un lieu de stockage transitoire. Les œuvres ainsi emballées ne seront donc plus prêtées avant l'installation à Pantin. C'est notamment le cas des quelque 19 000 items d'art graphique, sous cloche depuis la fin 2020. Le chantier, lancé en 2020, avait été bousculé de quelques mois par la crise sanitaire. Le rythme de progression est aujourd'hui d'une trentaine de pièces emballées par jour.

Inventaire et rationalisation

Entre dépoussiérage systématique (le prochain bâtiment sera plus étanche) et prises de vue pour enrichir la consultation de la collection en ligne (85 000 pièces ont déjà été numérisées et sont acces-

sibles sur le site Internet du CNAP), cette logistique permet aussi de planifier les futures restaurations selon les urgences et les priorités.

Au total, le chantier se chiffre à 3,8 millions d'euros. Il croise celui, titanesque, du récolement des œuvres en dépôt – parfois depuis 150 ans – pour un inventaire total des collections et une rationalisation des pratiques. «*Nous sommes un outil partenaire, héritier de 220 ans d'histoire et gestionnaire de cette collection. Nous devons être flexibles, nous interroger sur la pertinence de nos dispositifs et de nos pratiques, nous adapter, pour mieux la valoriser*», insiste Béatrice Salmon. Côté back-office, le lieu est un perpétuel flux de départs et de retours – un ensemble ancien d'Ingres, Corot, Delacroix

revient d'une exposition en Chine. L'approche du CNAP, qui poursuit une mission lancée à la Révolution française de soutien à la création par l'acquisition, s'est élargie au fil du temps à tous les médiums et horizons, de la peinture au design graphique, la photo (12 000 pièces), la vidéo, les protocoles d'œuvres réactivables, voire les pièces des métiers d'art. Entre 400 et 500 achats et commandes sont faits par an avec un budget de 2 millions, sans compter les dons.

A Pantin, l'institution se dotera d'un vrai centre de documentation, aujourd'hui très sommaire. Elle réfléchit à terme à ouvrir une partie des réserves à la visite, comme le MuCEM, à Marseille, par plateaux de présentation. ■

EMMANUELLE JARDONNET